



Sophie Cluzel

« Sur les Jeux de Paris, on a un très gros enjeu »

Alors que les Jeux Paralympiques (24 août – 5 septembre) s'ouvrent demain, la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées revient sur le développement du handisport en France.



ROMAIN DONNEUX

Sophie Cluzel (60ans), secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées, s'est envolée dès dimanche soir pour le Japon, où son emploi du temps sera très chargé, entre le soutien à la délégation française, des réunions avec ses homologues internationaux et la visite des transports japonais – « Ils (les Japonais) sont assez exemplaires sur l'accessibilité » – en vue de l'organisation des Jeux de Paris 2024. Pas le temps de s'en nuier pour celle qui confesse que « (s)on grand regret », depuis qu'elle est au gouvernement, est de manquer de temps pour pratiquer une activité physique.

« Les Jeux Paralympiques prennent la suite des JO, à quoi peut-on s'attendre pour l'équipe de France ?

Ça va marcher, c'est certain, vu la préparation de nos athlètes. On a une très belle délégation avec 137 athlètes, 15 guides. La France va être présente dans 19 des 22 sports au programme. Ils sont dans des conditions compliquées mais l'objectif est de performer aux Jeux. Ils sont partis avec une motivation décuplée après les efforts consentis lors de cette année

supplémentaire. Lors du lancement de l'équipe de France, on s'était dit avec Marie-Amélie Le Fur (présidente du Comité paralympique et sportif français), de viser 35 médailles. C'est un bel objectif. Je tiens d'ailleurs à saluer cette équipe de France unifiée avec les porteurs de drapeaux olympiques et paralympiques (Sandrine Martinet et Stéphane Houdet). Il y a cette volonté de porter des Jeux unifiés. On l'a lancée, et c'est très important. Évidemment, on est tristes que les spectateurs ne soient pas là. Ça pèse d'ailleurs beaucoup sur les paralympiques car il y a, habituellement, beaucoup d'accompagnement des familles. C'est dommage, mais c'est à ce prix qu'on peut avoir ces Jeux.

« On fait du village olympique un vrai laboratoire de l'accessibilité universelle »

Après Tokyo, Paris 2024 va arriver très vite. Une belle occasion pour améliorer l'accessibilité aux personnes en situation de handicap en Île-de-France.

Les Jeux sont un accélérateur de la mise en accessibilité des moyens de transport et des équipements sportifs.

On travaille depuis longtemps. J'ai missionné depuis deux ans le préfet de région d'Île-de-France pour travailler sur l'amélioration des transports et profiter des investissements des Jeux pour avoir des nœuds de communication qui permettront ces relais entre un métro – qui est encore très peu accessible – et surtout le transport en surface avec les lignes de bus qui sont à 95% déjà accessibles. C'est compliqué car on a un vrai mille-feuille d'autorités compétentes, à la différence du métro de Londres par exemple, où il n'y a qu'une seule autorité compétente et où ils ont décidé d'être moins dogmatiques que nous sur la mise en accessibilité. Ils ont labellisé des lignes accessibles alors que tous les points de la ligne ne le sont pas. Ils assument ça et ils le font aussi sur les questions de sécurité avec des formations très pointues du personnel. On imagine qu'il y a d'autres enjeux.

Sur l'héritage, on a un très gros enjeu sur le village olympique car il deviendra du logement social à Saint-Denis. On a fait un vrai laboratoire de l'accessibilité universelle, que ce soit sur la signalétique, sur le sensoriel et sur le moteur. On en fait un objet de tous les soins pour que l'héritage soit une cité

vraiment inclusive qui nous permettra de faire des bonds en avant sur la construction des villes de demain. Et le troisième point sur lequel on travaille, c'est l'autonomie des personnes handicapées à être volontaires pour montrer qu'elles sont aussi actrices de cette grande fête (objectif de former 3000 bénévoles en situation de handicap) avec l'aide des établissements médico-sociaux. Il faut qu'on voie que la France a su former ses volontaires, quels qu'ils soient, pour accueillir les Jeux.

« C'est ça notre but : faire du sport à côté de chez soi parce que c'est comme ça qu'on fera du sport dans la durée »

Un autre point important, et vous en avez fait l'une des clés de la Stratégie nationale sport et handicaps, est la médiatisation du handisport.

Le handicap peut être de naissance, mais 80% surviennent au cours de la vie, par accident. Donc quelque part, ça intéresse tous les Français. Tout le monde connaît une personne en situation de handicap. Avec le sport, on peut arriver à se projeter, à se reconstruire. Ces athlètes dégagent

une vraie force. Le parasport est quelque chose de très médiatique et à chaque fois qu'il est médiatisé, il fait de l'audience. C'est la preuve par l'exemple. Il faut avoir ces images pour faire prendre conscience à l'ensemble des citoyens que ces athlètes sont des athlètes avant tout, on oublie le handicap. Ce sont les mêmes sports, faits différemment. C'est pour ça que ce message d'équipe de France unifiée pour Paris 2024 est très fort. On a le même logo. On a vraiment voulu porter ces Jeux ensemble. C'est très performant de partir ensemble. Sur Paris 2024, on a un très gros enjeu. Comment faire pour permettre à de plus en plus de gens handicapés de faire du sport ?

L'idée est d'aller faire du sport à côté de chez soi. Quand il y a encore des frilosités d'accueil – parce qu'il y a, justement, une méconnaissance – il faut pouvoir tout de suite demander aux experts de venir faire de la médiation et de l'information. C'est ça notre but : faire du sport à côté de chez soi parce que c'est comme ça qu'on fera du sport dans la durée. S'il faut faire 20 kilomètres pour faire une pratique adaptée, ça va caler à un moment pour un sport loisirs. Quand on passe dans le sport de

À la recherche de la génération 2024

Si les Jeux de Tokyo doivent permettre l'émergence d'une jeune génération, ce n'est pas toujours simple de dénicher les talents paralympiques.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
CÉLINE NONY

TOKYO - Chaque histoire est singulière. Ici plus qu'ailleurs sans doute. Parce que le chemin qui mène une personne en situation de handicap vers la pratique du sport, a fortiori de haut niveau, reste tortueux. Il n'y a pas, ou peu, de balises. Où trouver la bonne information, le bon club, le bon matériel ? Comment recruter de nouveaux athlètes pour dynamiser le secteur, densifier l'émulation au sein des collectifs existants ? Alors que les Jeux Paralympiques débutent demain à Tokyo, que ceux de Paris se profilent déjà, dans trois ans, l'enjeu s'avère primordial.

En 2019, le Comité paralympique et sportif français (CPSF) a donc lancé un programme de détection intitulé la Relève, pour dénicher les talents, des individus âgés de 16 à 35 ans, pas forcément sportifs aguerris mais qui auraient un potentiel de performance dans un ou plusieurs sports paralympiques. L'idée est évidemment de renforcer les chances de briller à Paris, au même titre que la labellisation Génération 2024, qu'ont déjà obtenue trente-deux écoles adaptées.

Depuis 1960, la France se situe au sixième rang mondial en termes de médailles gagnées sur les Jeux Paralympiques d'été, mais elle ne figure pourtant plus dans le top 10 depuis 2004 (9^e).

Comment motiver les vocations ? Cette Relève pourrait s'avérer un bon levier. Même si la crise sanitaire a empêché depuis deux ans de renouveler l'expérience, elle a déjà dessiné de jolies opportunités. Ainsi, Erika Sauzeau (39 ans) sera alignée à Tokyo en para-aviron dans le quatre barré, alors qu'elle n'a découvert ce sport qu'il y a un an et demi.

Chez les paralympiques, on peut basculer plus facilement d'un sport à un autre

Renversée par un bus il y a vingt ans, elle jouait au basket-fauteuil. Elle s'est présentée à la journée de détection de 2019, a répondu à la dizaine de tests ciblés pour évaluer la force, la souplesse, l'équilibre, la vitesse ou l'endurance. « Quelques semaines après, j'ai été contactée parce qu'une rameuse arrêtait sa carrière, que le bateau était qualifié pour les Jeux. Je n'ai pas hésité et gagné petit à petit ma place dans le bateau », raconte Sauzeau.

L'un des défis consiste en effet à orienter au mieux un sportif ou un anonyme. En fonction de son profil, de ses aptitudes physiques, de son lieu d'habitation, de son désir, aussi. Avec un avantage inhérent à la pratique paralympique, plus que chez les valides : on peut encore basculer d'un sport à un autre.

Le cas d'Élise Marc est significatif. Double amputée tibiale après un accident, en 2004, elle a commencé le para-triathlon en 2012. Mais la catégorie de cette double championne du monde (33 ans) n'a pas été retenue pour les Jeux de Tokyo. « Il y a trois ans, on a beaucoup échangé avec son coach, parce qu'elle avait un potentiel physique intéressant, explique Charles Delval, entraîneur national du para-aviron. On l'a prise avec nous, on a essayé. Ça n'a pas forcément matché mais on n'en était pas loin. Finalement, elle s'est orientée vers le cyclisme et va disputer les Jeux. »

Un «recrutement agressif» pour «faire des médailles à Paris»

Pour le technicien, « l'intérêt est de faire des médailles à Paris. Ça peut aller vite. Le gros frein, en para, c'est qu'on n'a pas de vivier qui sort des jeunes ; il faut aller

chercher les athlètes. Je parle parfois de recrutement agressif ».

Ce que d'autres nations ont compris depuis longtemps. Pourquoi ne pas s'adresser directement dans la rue à une personne en situation de handicap pour échanger, sensibiliser, orienter ? « Ce qui m'intéresse, c'est ce qu'on appelle le handicap minimum. Peut-être que vous connaissez quelqu'un, même dans votre famille, qui a des problèmes. Des doigts en moins, des chevilles bloquées... Il ne le sait pas forcément mais ces handicaps pourraient lui permettre d'être éligible en para. Des personnes en fauteuil roulant ou amputées d'une jambe, on est sûr qu'elles vont être classifiées ; pour faire du haut niveau, on flirte aussi avec le handicap minimum », souligne le rameur.

Il n'est pas question de « vendre du rêve », d'affirmer qu'il suffit de le vouloir pour devenir un champion paralympique. « On va tester la personne. Peut-être qu'elle se découvrirait une activité pour le plaisir et le bien-être, peut-être qu'on tomberait sur une pépite », tempère Charles Delval, conscient qu'il faudrait sans doute brasser une dizaine de talents pour distinguer un gros potentiel. Mais ça, c'est aussi le jeu pour les valides.

► compétition, c'est différent. Mais dans la découverte, il faut que ça soit à côté de chez soi.

D'où l'importance également de la pratique à l'école.

On veut démultiplier cette pratique ensemble dès l'école pour arrêter de faire sauter la discipline sportive dans l'emploi du temps des enfants handicapés. Tous les professeurs vont avoir la formation sur le handicap dès septembre. Et il faut aussi travailler avec les experts qui sont déjà autour de l'enfant. Il y a, également souvent une autocensure chez les familles car les agendas des enfants handicapés sont très chargés en rééducation. Sur les temps scolaires, comme pour les séances artistiques, ils sont supprimés. Alors que c'est vraiment là-dessus qu'il faut jouer avec l'éveil à la culture, aux pratiques artistiques et sportives. Ce sont des éléments d'épanouissement pour l'enfant. Ne supprimons pas le sport, au contraire, c'est très important. Nous préconisons également dans les établissements médico-sociaux d'avoir des partages. Le sport partagé est une vraie source de résilience, de reconstruction de soi-même. » **F**

Sophie Cluzel s'est envolée pour Tokyo dimanche, où elle multiplier les réunions et visites dans l'optique des Jeux Olympiques de Paris, en 2024.



Erika Sauzeau (à g.), passée du basket-fauteuil au para-aviron, et la triathlète Élise Marc (à dr.), sélectionnée en cyclisme aux Jeux, illustrent le passage d'une discipline à une autre qui se fait plus souvent chez les athlètes paralympiques que chez les valides.



Philippe Ammassari/Wire Meir